

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERAL

E/CH.4/Sub.2/1984/NGO/8
29 août 1984

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Trente-septième session
Point 10 de l'ordre du jour

ETUDE DE LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION
A L'EGARD DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Exposé écrit présenté par la Communauté internationale baha'ie,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante, qui est distribuée
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[2 août 1984]

La Communauté internationale baha'ie tient à exprimer son appui aux travaux très importants entrepris depuis plusieurs années par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour la défense des droits des populations autochtones. Nous nous félicitons en particulier de l'étude très approfondie du Rapporteur spécial, M. Martínez Cobo, sur la question de la discrimination à l'égard des populations autochtones. Nous accueillons avec satisfaction la création récente du Groupe de travail sur les populations autochtones et les efforts qu'il déploie pour étudier la situation des droits de l'homme dans ce domaine et élaborer des normes concernant les droits de ces populations. Nous espérons que ces importantes initiatives encourageront la poursuite de l'action menée par la communauté internationale pour assurer l'entière protection des droits des populations autochtones.

Eu égard à l'attention que consacre actuellement le Groupe de travail à l'élaboration de normes dans ce domaine, la Communauté internationale baha'ie voudrait exposer brièvement ses conceptions touchant les droits des populations autochtones.

Les Baha'is sont convaincus que toute l'humanité est fondamentalement une. Ils pensent qu'à l'image de l'organisme de l'individu, celui de l'humanité souffre lorsque l'un ou l'autre de ses membres est atteint, et que méconnaître les droits d'un groupe de la société humaine quel qu'il soit empêche toute l'humanité de bénéficier du développement méthodique des talents et facultés propres à ce groupe. Les Baha'is pensent que l'homme est un être spirituel, doué d'une capacité propre de croissance et de développement, que, quelle que soit sa race, sa couleur ou sa culture, il a un potentiel grâce auquel il peut apporter une contribution positive au bien-être de l'humanité tout entière, et que ce potentiel est accru par la reconnaissance et la protection des droits qui lui permettent de s'épanouir pleinement.

Les intérêts de toute l'humanité sont donc servis au mieux lorsqu'on assure le développement rationnel de toutes les parties qui la composent.

Tout en soulignant l'importance primordiale que revêt actuellement l'unité pour l'humanité tout entière, les Baha'is sont attachés aussi à la diversité dans l'unité et attachent du prix au potentiel de chaque individu et de chaque groupe d'apporter sa contribution constructive au bien-être de la société humaine. Au lieu de vouloir ignorer la diversité des origines ethniques, de l'histoire, de la langue et des traditions, de la pensée et des habitudes qui caractérisent les peuples du monde ou d'en préconiser l'élimination, les Baha'is affirment ces réalités et les respectent. Ils pensent par exemple que les populations autochtones doivent avoir le droit fondamental de préserver leur identité, leur culture et leur langue propres, et d'en être fières.

Les Baha'is envisagent avec confiance la continuation du processus d'évolution sociale et culturelle. C'est pourquoi, tout en admirant et en respectant les traditions anciennes des populations autochtones et la contribution qu'elles apportent à la société d'aujourd'hui, ils prévoient que, lorsque tous les peuples auront accès à l'éducation fondée sur des principes spirituels et sur une pensée et une information scientifique solides, la contribution de ces populations au progrès de la civilisation sera grandement intensifiée. Inévitablement, des traditions de longue date seront écartées comme contraires aux intérêts communs de l'humanité et à la raison, comme divisant la société ou créant des obstacles à l'épanouissement de l'esprit humain; mais d'autres, en revanche, devront être activement encouragées et perpétuées, en tant que liens vivants avec le passé qui apportent un attribut de plus à la diversité de l'humanité.

Un aspect important du droit fondamental des membres des populations autochtones d'être fiers de leur identité et de leur culture propres consiste à leur reconnaître le droit d'apprendre, en plus de la langue officielle du pays où ils vivent, leur langue vernaculaire, de savoir la parler et l'écrire et de communiquer dans cette langue s'ils le désirent, car la langue est l'expression de l'esprit d'un peuple et le véhicule par lequel il transmet les traditions qui font sa cohésion et sa richesse spirituelle. Une bonne connaissance de la langue vernaculaire, venant s'ajouter à celle de la langue officielle du pays, peut enrichir l'héritage de tout un peuple et exercer une influence stabilisatrice sur la société; au contraire, l'oppression culturelle, qui veut oblitérer les langues des minorités, peut avoir pour effet de déraciner et de démoraliser une population, laissant des traces qu'il sera très difficile d'effacer. Au surplus, les Baha'is préconisent le développement ou l'adoption d'une langue internationale auxiliaire, par laquelle tous les peuples de tous pays et de toutes origines culturelles pourront communiquer.

En ce qui concerne le droit à l'éducation, les Baha'is préconisent un programme d'éducation universelle pour tous les peuples de toutes races ou cultures, et pour les hommes et les femmes dans des conditions d'égalité. Il faut viser à offrir à tous les groupes de population une éducation de la plus haute qualité possible. Dans certains cas, les populations autochtones peuvent avoir des besoins spéciaux, dont il faut tenir compte. Ces besoins comprennent notamment, comme l'a fait observer le Rapporteur spécial au chapitre XIII de son étude ^{1/}, la nécessité de créer des écoles accessibles aux régions rurales et de recruter des enseignants connaissant parfaitement la langue vernaculaire.

^{1/} Etude de la question de la discrimination à l'égard des populations autochtones (E/CN.4/Sub.2/1983/21/Add.2), chapitre XIII, p. 29 à 47.

L'éducation des populations autochtones, comme celle des autres populations, doit encourager l'acquisition de qualités spirituelles telles que la compréhension, la compassion et l'honnêteté, et favoriser l'appréciation sincère des autres cultures et l'élimination des préjugés de toutes sortes 1/.

Pour conclure, il faut, de l'avis des Baha'is, pour assurer aux populations autochtones la jouissance complète des droits de l'homme, reconnaître que ces populations font partie d'une communauté mondiale diversifiée et contribuent, par le caractère unique de leur culture, à l'enrichissement de toute la société. Dans cet esprit, ils expriment l'espoir sincère que la communauté internationale, les gouvernements et les populations autochtones elles-mêmes collaboreront pour assurer l'entière protection des droits de ces populations.

1/ Ibid. page 77, par. 289; et page 91, par. 333 et 335.